

Christian NADEAU, *Contre Harper ; Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*. Montréal, Boréal, 2010, 166 p., ISBN 978-2764620748.

Jean-François Cantin*

Là où des auteurs affublent leur ouvrage d'un titre ambigu qui attise l'intérêt du lecteur, Christian Nadeau mise sur la clarté. *Contre Harper, Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, est un essai qui fait suite à une série de textes publiés depuis 2007 dans les pages du quotidien *Le Devoir*. Nadeau s'y emploie à dénoncer les agissements de l'actuel gouvernement conservateur, au nom de principes de démocratie, de justice et d'équité. Or, il importe que cette opposition démocratique, pour ne pas nier son principe, se fonde sur des idées claires et compréhensibles pour tous. Trop souvent, déplore-t-il, « l'actualité politique est étudiée à travers le prisme de la contingence » (p.159). En faisant grand cas de l'adéquation plus ou moins réussie des moyens et des fins, les journalistes et autres politologues sacrifient une réflexion de fond, pourtant fondamentale, sur la philosophie conservatrice. Si chacun des événements politiques se tiennent en eux-mêmes, tous répondent à une logique d'ensemble, et c'est cette logique même que Nadeau se propose de reconstituer. Voici une belle étude de cas pour faire valoir la pertinence de ce que l'auteur appelle de la « philosophie politique appliquée ».

« Je pense que le principal danger que représentent les conservateurs réside dans leur croyance profonde en certaines idées et valeurs et dans leur volonté de les imposer aux Canadiens » (p.11).

Tout est là. Les valeurs conservatrices, si elles sont discutables, peuvent certainement être défendues. Il est plus difficile toutefois de justifier leur imposition. Or, Nadeau soutient que depuis 2006, c'est précisément dans cette optique que les conservateurs s'emploient à transformer le visage de la politique canadienne. Puisqu'ils conçoivent qu'ils ne détiendront pas éternellement les brides du gouvernement, ils s'appliquent à « remodeler [durablement] les institutions du pays pour s'assurer la plus grande marge de manœuvre dans le domaine de la liberté citoyenne et de la sécurité, de la liberté de conscience et de la justice sociale » (p.16). Ils veulent faire de l'État un organe naturellement conservateur. Et bien que le corps des institutions canadiennes commence déjà à s'accoutumer au martellement des inflexions conservatrices, il est toujours temps d'agir, d'où l'appel incessant de Nadeau à une réaction citoyenne fondée sur une réflexion critique.

Mais pareille opposition, nous dit l'auteur, ne saurait s'appuyer sur la seule indignation que suscitent les politiques conservatrices. Il importe plutôt de prendre la pleine mesure du danger que représente, pour les valeurs libérales¹, un appareil gouvernemental imprégné des valeurs moralisatrices des conservateurs. Car c'est bien là, souligne l'auteur, que la charge conservatrice concentre ses efforts : dans la sphère de la moralité. Déjà, en 2003, Harper soutenait devant les membres de la Société Civitas, une association de conservateurs et de libertariens, que le discours économique de la droite est suffisamment connu depuis les années de Reagan et de Thatcher. Par contre, le conservatisme moral, teinté du respect des coutumes et des traditions, est moins largement répandu, et souffre notamment de la vitalité de la liberté d'expression. Puisque la gauche, déjà dépossédée de crédibilité en matière d'économie, n'a plus qu'une vision de la société juste à opposer aux ambitions des conservateurs, Harper croit que c'est sur le terrain de la moralité qu'il faut désormais progresser. Et les conservateurs s'y emploient hardiment. Nadeau estime donc que c'est une petite révolution que nous concocte l'entourage de Harper. Soucieux de renouer avec des mœurs que la libéralité ambiante a occultées, notre gouvernement fait du mot d'Edmund Burke son

¹ Nadeau entend le terme "libéral" au sens de la tradition lockéenne, non pas au sens du parti politique canadien (p.14) .

leitmotiv : « *change in order to conserve*² ». Malheureusement, soutient Nadeau, ce changement n'est pas sans conséquence pour la vie démocratique telle que nous la connaissons. Bien au contraire, c'est au prix fort d'une atteinte à l'égalité civique, à la justice sociale et au pluralisme qu'il se paie.

Les chapitres 2 à 6 sont autant d'occasions pour Nadeau de reconstituer et de condamner la logique derrière les manœuvres des conservateurs. Les chapitres sont divisés en fonction de thématiques politiques et morales, toutes affectées par la révolution conservatrice. Au chapitre des institutions parlementaires, l'auteur avance que la situation minoritaire du gouvernement Harper, plutôt que de le prédisposer à l'ouverture et à l'écoute, le conforte dans une logique de siège : il se sent menacé, se méfie et contourne les mécanismes démocratiques qui nuisent à sa marge de manoeuvre. La prorogation du parlement, qui était encore tout récemment une mesure d'exception, est en train de devenir une formalité technique, à invoquer au besoin. Le sens des institutions parlementaires s'en trouve bouleversé, car le contre-pouvoir qu'elles incarnent se vide de sa substance. Dans la même optique, la négation du caractère obligatoire du recensement participe à la déconstruction de l'image d'un État omnipotent, ce qui tarit du coup une source d'informations fiables et nécessaires à la confection de politiques publiques. C'est sans compter la nomination partisane des juges, qui transforme les cours de justice en caisses de résonance de la vision morale conservatrice.

Le troisième chapitre est consacré à l'obsession sécuritaire, qui prend progressivement le pas sur la liberté politique. Puisque Harper, tel que le soutient Nadeau, endosse une conception hobbesienne de la politique, le droit des individus est inféodé à une sécurité collective qui assure l'intégrité physique et morale du plus grand nombre. La liberté individuelle est désirable, tant et aussi longtemps qu'elle ne nuit pas à la pérennité des valeurs traditionnelles qui soudent la collectivité. Cette conception de la liberté, paternaliste s'il en est, nuit résolument à toute initiative progressiste, et invalide d'emblée les

²Andrew HEYWOOD. *Political ideologies: An introduction*, 4th edition. Hampshire, Palgrave Macmillan, 2007, p.70

prétentions à la contestation de l'ordre établi. C'est l'esprit même du pluralisme qui est en cause.

Nadeau poursuit cette série noire en exposant l'attitude répressive du gouvernement Harper au chapitre de la liberté de conscience, attitude subordonnée à un paternalisme latent. La stratégie première des conservateurs, nous dit l'auteur, est de restreindre le pouvoir décisionnel des juges. En contraignant leur liberté d'interprétation, les conservateurs s'assurent qu'il est moins loisible aux magistrats de porter attention aux différences factuelles des cas particuliers. Moins de marge de manœuvre, moins de permissivité, plus de répression. Cette logique, mise notamment au service d'une conception traditionnelle de la sexualité, recadre les différents débats sur l'âge de consentement à l'acte sexuel, sur l'homosexualité ou sur l'avortement. Sans pointer directement du doigt ces thèmes sensibles pour l'opinion publique, différents projets de loi s'ajoutent et se complètent, redirigeant peu à peu l'orientation des lois canadiennes en matière de sexualité. Parallèlement, différentes coupures dans les subventions accordées tant aux organismes des droits de la femme et des homosexuels qu'aux manifestations culturelles vont dans le même sens. Si on ne peut interdire les mouvements progressistes, le mieux est de les épuiser en leur retirant leurs moyens.

En ce qui concerne la justice sociale, le tableau n'est pas plus réjouissant. Les conservateurs, nous dit Nadeau, fidèles à leur attachement pour la sécurité, favorisent des investissements massifs dans l'armée et les forces de sécurité, au détriment de différents programmes sociaux qui voient leurs subventions fondre comme neige au soleil. Il faut voir que ces programmes sociaux sont, aux yeux des conservateurs, autant de concessions à des groupes minoritaires. Or, ceux-ci ne cadrent pas dans leur conception individualiste de la société. Nadeau désapprouve totalement une telle compréhension du rôle de l'État : « Quoi qu'en pensent les Margaret Thatcher de ce monde, il existe quelque chose qui se nomme la société », et elle « se bâtit précisément pour assurer l'autonomie de ses membres, d'où l'importance de mécanismes institutionnels favorisant la jouissance juridique, mais aussi matérielle de cette autonomie » (p.116).

La conception moralisatrice des rapports entre citoyens qu'endossent les conservateurs a finalement une incidence sur le rôle

du Canada dans le domaine de la justice internationale. Refusant tantôt d'accueillir les objecteurs de conscience de la guerre en Irak et tantôt de condamner les violations d'Israël au droit international et humanitaire, le gouvernement Harper donne au monde l'image d'un Canada rigide et intransigeant. Nadeau estime que les conservateurs, soucieux d'inspirer la crainte et le respect qui leur sont dûs, entretiennent à l'étranger la figure impassible de celui qui se sait dans son bon droit. Profitant d'une indifférence saisissante de la part des citoyens canadiens, les conservateurs se lavent les mains des scandales de torture en Afghanistan, des allégations de malversations en haut lieu et du sort réservé à l'un de ses citoyens, Omar Khadr, condamné sous un tribunal d'exception. Nadeau ne se cache pas de son malaise généralisé ; ce gouvernement est notre gouvernement, et c'est en notre nom qu'il agit. Il n'y a pas lieu de douter que notre silence est reçu par le gouvernement comme un consentement, et Nadeau estime que nous sommes à ce titre responsables des égarements du gouvernement sur le plan de la justice internationale.

Accessible sans jamais être simpliste, l'ouvrage impressionne par la rigueur méthodique de sa démonstration. L'auteur, soucieux de condamner des agissements contraires à sa conception contractualiste de la société juste, prend soin de souligner les motivations de son désaccord, ce qui est une condition de possibilité de la délibération démocratique. De même, les sources utilisées sont essentiellement tirées des quotidiens nationaux et des publications gouvernementales, et leur accessibilité favorise la continuation du débat. La contribution particulière de Nadeau, en tant que philosophe, réside dans un effort d'abstraction et de recul qui permet de subordonner les différentes politiques conservatrices à une logique d'ensemble. En ajoutant sa voix à celle des opposants au gouvernement conservateur, Nadeau donne une consistance normative à des revendications citoyennes parfois dissipées. N'en déplaise à certains, *Contre Harper* est en soi un exercice de démocratie.